



L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire due au Covid-19, aggravant la crise économique, sociale et environnementale que nous vivons depuis plusieurs décennies.

Loin de la prise de conscience de l'échec d'un système économique à bout de souffle, le patronat cumule très souvent licenciements et aides publiques avec le recours au chômage partiel. Y compris dans la grande distribution et les entreprises du numérique, les célèbres GAFAM (Google, Facebook, Amazon...), alors que leur chiffre d'affaires a explosé suite aux mesures sanitaires !

La grande majorité des entreprises a saisi l'opportunité d'une baisse temporaire d'activité pour restructurer et accroître le niveau de productivité au moment de la reprise.

Elles en ont ainsi profité pour supprimer des dizaines de milliers de d'emplois.

Et c'est sans compter les milliers de contrats d'emplois précaires qui sont stoppés ou non renouvelés. Ces décisions frappent l'ensemble de la population, mais particulièrement les plus jeunes dont le taux de chômage a dépassé les 20%.

La pauvreté se développe alors que plus de 100 milliards d'euros ont été dégagés en quelques semaines. Tous les grands groupes qui en ont bénéficié ont annoncé le versement de 30 milliards d'€ de dividendes tout en annonçant des suppressions d'emplois dans toutes les catégories professionnelles.

Des Milliards d'argent public pour supprimer des emplois, c'est inadmissible !

POUR L'EMPLOI, CONTRE LA PRÉCARITÉ

Il n'y a pas de fatalité. Tout est une question de choix, exigeons :

- **Une revalorisation des salaires, du point d'indice, des minima sociaux, des pensions et retraites**
- **L'arrêt de tous les plans de suppressions d'emploi** en cours ou survenus durant l'année 2020
- **La conditionnalité de toutes les aides publiques** au maintien ou à la création d'emplois et leur contrôle
- **La suppression des dividendes** versés aux actionnaires des grands groupes pour l'année 2020
- **Le développement des services publics** sur l'ensemble du territoire par la création d'emplois
- **La réduction du temps de travail** sans perte de salaire pour travailler moins, mieux, toutes et tous
- **Une autre réforme de l'assurance chômage** avec l'ouverture de droits à toutes et tous, y compris pour les jeunes en recherche du premier emploi
- **La retraite** pour toutes et tous à 60 ans

Bureaux d'embauche

La sortie de crise ne pourra passer que par la création massive d'emplois en obligeant les entreprises qui reçoivent des millions d'euros d'aides publiques à embaucher, à investir dans le développement industriel plutôt que de gaver les actionnaires.

La CGT, FSU et Solidaires de l'Orne appellent les travailleuses et les travailleurs à se mettre en GRÈVE, à PARTICIPER à la manifestation, au rassemblement et aux bureaux d'embauche le 4 février 2021.

Nous invitons la population, les personnes privées d'emploi à venir **MANIFESTER** et à déposer leurs lettres de motivation et CV que nous ferons remonter aux directions d'entreprises, établissements et administrations. Car contrairement à ce qui peut être dit à longueur de temps, les salariés, aujourd'hui privés d'emploi, aspirent à une seule chose, pouvoir être embauchés sur des emplois stables, à temps plein et correctement rémunérés.

Le 4 février à 11h00 à Alençon
Rassemblement avec bureaux d'embauche
devant Pôle Emploi, 2 av Kennedy

